



ARREST
DE LA COUR
DU PARLEMENT,

Du dix huit Mars mil sept cent soixante-dix-huit.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : au premier Huisier de notre Cour de Parlement ou autre sur ce requis; sçavoir faisons, que vu par notredite Cour la Requête à elle présentée par Pierre de la Fleche, Ecuyer, Seigneur de Laulnoy-lès-Flagy, la Motte-Thourry & du Bouchet; Conservateur des chasses de M. le Duc d'Orléans, au Duché de Nemours, tendante à ce qu'il plût à notredite Cour ordonner que la Sentence, rendue en forme de Règlement par le Prevôt des Justices de Laulnoy-lès-Flagy, la Motte-Thourry & du Bouchet, le 16 Janvier dernier, sera homologué pour être exécuté selon sa forme &

A

Case
B115 FRC
Suppl.
93
40.7

teneur , & que la Sentence & l'Arrêt à intervenir , seroient imprimés , publiés & affichés par tout où besoin seroit. Vu aussi les pieces attachées à ladite Requête , *signé DESPREZ* , Procureur : suit la teneur de ladite Sentence.

*EXTRAIT des Registres des Prevôtés de Laulnay-lès-Flagy,
la Motte, Thourry & du Bouchet.*

Sur ce qui nous a été représenté par le Procureur fiscal qu'il étoit important de rappeler à tous les Justiciables des Justices de Laulnoy-lès-Flagy , la Motte - Thourry & du Bouchet , les anciens Réglémens , soit au sujet des pâturages de leur bestiaux , soit au sujet d'autres objets concernant la police des Champs ; afin qu'étant instruits de la maniere dont ils doivent se comporter , ils puissent prévenir les contraventions & contestations qui s'élevent à ce sujet journellement , & éviter les condamnations auxquelles ils s'exposent , & sur-tout les rixes qui ne sont que trop ordinaires entre les gens de la campagne ; nous aurions , sous le bon plaisir de la Cour de Parlement , formé les articles qui suivent , afin qu'ils puissent être , à la diligence du Procureur fiscal , homologués par la Cour si faire se doit.

ARTICLE PREMIER.

Ordonnons qu'à l'avenir , à commencer du jour de la publication des présentes , aucuns particuliers n'iront à l'herbe sans le consentement du Propriétaire ou Fermier , & en aucun cas ni pourront aller , mêmes sur leur terre dans les seigles , que jusqu'au 15 Avril ; dans les bleds-froment , que jusqu'au 15 Mai au plus tard , & dans les orges , avoines & autres

Parlement le dix Mars, l'an de grace mil sept cent foixante-dix-huit, & de notre regne le quatrieme. Collationné ROBIN, par la Chambre, *signé* DUFRANC. Scellé le 18 Mars 1778, *signé* REMY.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue Mignon Saint André-des-Arts. 1778.

Décret pour la vente des biens
 appartenant aux anciens appanages
 maisons ci-devant royales, religieuses,
 et de celles des émigrés.

Paris le 3 Novembre 1792

Le Ministre de l'Intérieur, par son
 décret du 22 Septembre 1792, a
 autorisé la vente des biens
 appartenant aux anciens appanages
 maisons ci-devant royales, religieuses,
 et de celles des émigrés.